La réunion annoncée entre les présidents du Venezuela et de la Colombie pour trouver une solution au différend frontalier est saluée

C'est avec une grande satisfaction que l'on a appris l'annonce d'une réunion lundi à Quito, la capitale de l'Équateur entre les présidents du Venezuela, Nicolas Maduro et de la Colombie, Juan Manuel Santos, pour aborder la situation créée suite à la décision souveraine de Caracas de décréter l'état d'exception dans plusieurs tronçons de la frontière commune pour contrôler ainsi la contrebande et le paramilitarisme.

À de nombreuses reprises, le gouvernement vénézuélien a dénoncé le fait que dans la frontière commune la contrebande d'aliments, de combustibles et d'autres marchandises vendues au Venezuela à des prix subventionnés par le gouvernement de la Révolution bolivarienne est pratiquée. Des groupes de spéculateurs et maffiosi les vendaient dans des villages colombiens à des prix bien plus chers.

Par ailleurs, des groupes paramilitaires qui avaient fleuri en Colombie durant l'administration d'Alvaro Uribe semaient la panique parmi la population vénézuélienne. L'inaction des autorités colombiennes devant de tels faits était totale.

C'est pour cela que le président Maduro a ordonné la fermeture de plusieurs passages frontaliers, tout d'abord dans l'État de Táchira, puis à Zulia. Cette mesure a permis non seulement de garantir la tranquillité aux populations de la zone, mais de stopper le saignement de l'économie vénézuélienne.

Bien que la contrebande et le paramilitarisme soient des délits graves qui affectent les deux pays, le gouvernement colombien a réagi en émettant des déclarations offensives et disproportionnées.

Juan Manuel Santos a même prétendu porter l'affaire devant l'OEA, l'Organisation des États Américains, entité discréditée et y compris devant des organisation extra régionales, au lieu d'accepter le dialogue direct que dès le début lui proposait son homologue vénézuélien.

Heureusement, les organisations régionales d'intégration, créées ces derniers temps sont intervenues. Aussi bien l'Union des Nations Sud-américaines, UNASUR, que la CELAC, la Communauté des États latino-américains et caribéens ont offert leurs bons offices et ont réussi à obtenir des deux parties, un engagement pour dialoguer.

Le président pro tempore de la Celac, le chef de l'Etat de l'Equateur, Rafael Correa et son homologue de l'Uruguay, Tabaré Vásquez, qui se trouve à la tête de l'Unasur, vont participer à la réunion pour contribuer à trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties.

La rencontre s'inscrit dans l'esprit de la déclaration de La Havane de janvier 2014, émise au terme du Second Sommet de la Celac, qui a décrété la région zone de paix et qui invite les pays membres à résoudre les différends et conflits moyennant le dialogue afin d'éradiquer à jamais l'usage de la force et les menaces militaires.

Grâce à ce mécanisme d'intégration, nos peuples peuvent parler de leur propre voix aux forums internationaux, dans le contexte de la communauté internationale, comme ce sera le cas au prochain sommet de l'ONU sur le Changement climatique qui aura lieu à Paris. Grâce à ces mécanismes les peuples de notre sous continent peuvent résoudre leurs problèmes de façon pacifique, entre eux, sans intervention étrangère, comme l'on espère que cela se passera lundi entre le Venezuela et la Colombie.

Nous n'avons pas besoin de chercher l'arbitrage d'un tiers. Comme dit un vieux dicton: Le linge sale est lavé en famille.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/69548-la-reunion-annoncee-entre-les-presidents-du-venezuela-et-de-la-colombie-pour-trouver-une-solution-au-differend-frontalier-est-saluee

Radio Habana Cuba